

Bureau de la réglementation  
et des élections

## ARRÊTÉ

### Arrêté de mise en demeure

N° DCL-BRENV-2024-138-1

Site :

Déchetterie Barrat Lucy  
6 route de Lucy  
71300 Montceau-les-Mines

Siège social :

Communauté Urbaine Creusot Montceau (CUCM)  
Château de la Verrerie - BP 90069  
71206 Le Creusot Cedex

**LE PRÉFET DE SAONE-ET-LOIRE**  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6 à 8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5, L.512-1, R.511-9 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mai 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DCL-BRENV-2023-115-1 du 25 avril 2023 autorisant la communauté urbaine Creusot-Montceau à exploiter une déchetterie sur la commune de Montceau-les-Mines ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement suite à la visite d'inspection du 12 mars 2024 transmis à l'exploitant en date du 12 avril 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis le 12 avril 2024 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que l'article 5.1.5 de l'arrêté du 24 avril 2023 dispose « Les voiries et dallages du site doivent présenter des pentes orientées vers l'intérieur du site et doivent permettre ensuite de diriger les eaux pluviales ou d'incendie vers le réseau de collecte des eaux pluviales (canalisations et fossé imperméabilisé). En cas de déversement accidentel d'un produit polluant, d'incendie ou de défaillance du système de traitement au droit de la plateforme imperméabilisée, l'actionnement d'un bouton coup de poing actionné depuis le coffret placé à proximité du bassin doit permettre le confinement des eaux, via le gonflement d'un ballon, dans le bassin de rétention suffisamment dimensionné.

Le volume de rétention est en permanence de 462 m<sup>3</sup> pour récupérer les eaux pluviales de ruissellement (340 m<sup>3</sup>) et les eaux d'extinction incendie (120 m<sup>3</sup>).

L'exploitant établie une procédure relative à l'isolement du site. Cette procédure doit comprendre notamment la localisation et la réalisation de tests de fonctionnement du bouton coup de poing enclenchant la mise en confinement automatique des eaux sur le site . »

Considérant que lors de la visite en date du 12 mars 2024 l'inspection de l'environnement a constaté les faits suivants :

- les travaux de voiries (canalisations et fossé imperméabilisé) n'ont pas été réalisés ;
- la configuration du site ne garantit pas en l'absence de travaux que le confinement des déversements et pollutions accidentelles y compris des eaux d'extinction incendie ;
- l'exploitant n'a pas établi de procédure relative à l'isolement du site.

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la Communauté Urbaine Creusot-Montceau de respecter les prescriptions de l'article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2023 ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : Objet**

La Communauté Urbaine Creusot-Montceau exploitant une installation de déchetterie sise 6 route de Lucy sur la commune de Montceau-les-Mines est mise en demeure de respecter :

- dans un délai d'1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues au dernier alinéa de l'article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2023 en établissant et transmettant la procédure relative à l'isolement du site. Cette procédure devra proposer dans l'attente des travaux, une ou des solutions/actions permettant d'assurer le confinement des déversements et pollutions accidentelles y compris des eaux d'extinction incendie ;
- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra les justificatifs relatifs aux travaux (choix de l'entreprise, échéancier des travaux, bon de commande ou équivalent...) ;
- dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues au premier alinéa de l'article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2023 en garantissant le confinement des déversements et pollutions accidentelle y compris les eaux d'extinction d'incendie.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, ou si la demande d'autorisation ou d'enregistrement est rejetée, l'autorité administrative doit ordonner la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Notification et publicité**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la Communauté Urbaine Creusot Montceau (CUCM) dont le siège social est Château de la Verrerie ; BP 90069 71206 Le Creusot Cedex.

### **ARTICLE 4 : Exécution**

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet d'Autun, Mme le maire de Montceau-les-Mines, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Mâcon, le **17 MAI 2024**

Le préfet,

 Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

### **DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
  - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
  - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

0305 1400 57